



PARCOURS  
**INDUSTRIES**  
2024

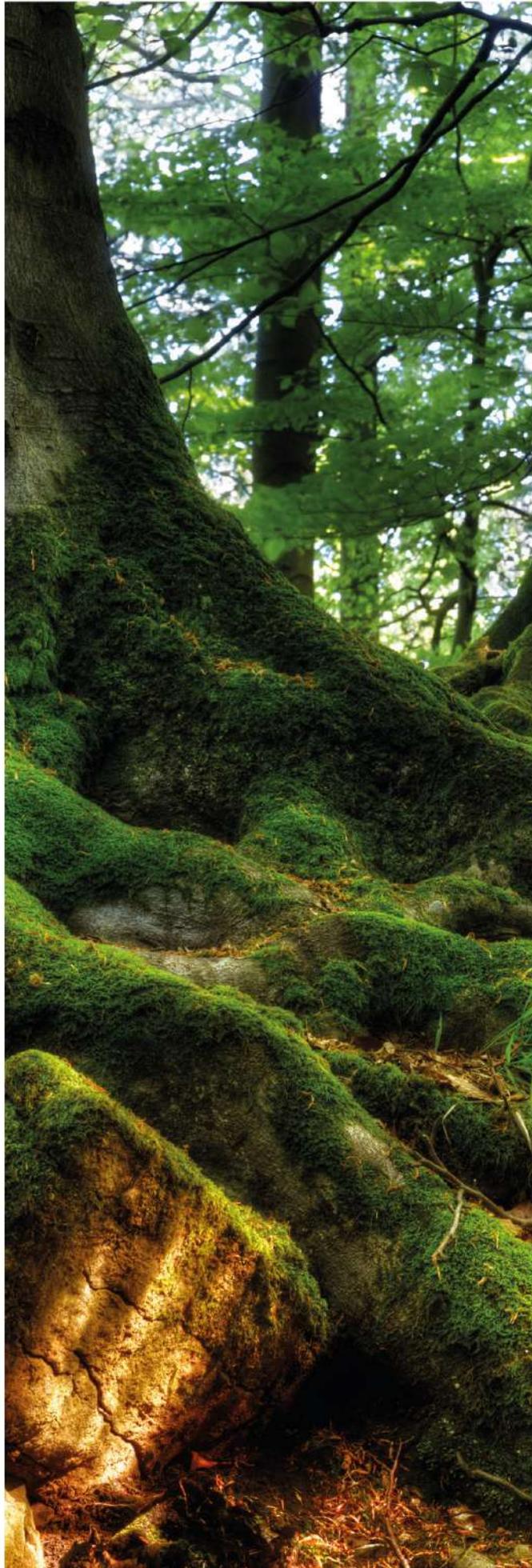
---

TRIBUNE

# Pour une convention nationale sur l'écologie et l'industrie !

IMPULSÉ PAR LE PARCOURS CEC  
INDUSTRIE 2024

JUIN 2025



## ***Pour une convention nationale sur l'écologie et l'industrie !***

***Plus d'une centaine d'industriels signent une tribune pour résister à la tentation d'opposer écologie et industrie. Ils proposent d'engager un débat sur nos choix de société et notre rapport aux enjeux écologiques. Ils plaident qu'une « renaissance » de l'industrie française sera indispensable pour bâtir une prospérité nationale durable. Et ils dressent les conditions de cette renaissance.***

Signes d'un « backlash écologique », les Etats-Unis relancent les énergies fossiles, l'Europe détricote son tout récent « Pacte vert », la France assouplit sa politique « Zéro artificialisation nette » des sols, et des pesticides dangereux pourraient y être prochainement ré-autorisés. L'écologie serait une entrave inopportune à l'économie et à l'industrie.

L'industrie a en effet permis des progrès majeurs dans la santé, l'alimentation, le logement, les communications. Son déclin continu depuis 50 ans en France pose à l'inverse de graves problèmes. Le déficit commercial a atteint un record de 100 milliards d'euros en 2023, et celui des comptes publics s'est envolé à 5,8% du PIB en 2024. Les destructions d'emplois industriels nourrissent les sentiments de déclassement et d'abandon de territoires, et sapent en profondeur la démocratie. Chaque crise – sanitaire, géopolitique, énergétique – expose un peu plus nos vulnérabilités. La désindustrialisation se révèle tragique.

Pourtant, desserrer la contrainte de la réglementation écologique serait une régression, pas une solution. La planète brûle de multiples feux : épuisement des ressources, pollution massive, effondrement de la biodiversité, dérèglement climatique. Nous ne devons pas choisir entre industrie et écologie, mais bâtir une prospérité durable et reconfigurer pour cela notre appareil productif. Nous avons besoin d'une véritable « renaissance industrielle » (Lluansi et Voy-Gillis, 2020).

### **Un futur souhaitable et durable comme cap commun**

La première étape est de définir, ensemble, les évolutions souhaitables de nos modes de vie, de nos objets de consommation, et de leurs empreintes écologiques. Quels besoins essentiels voulons-nous garantir ? A l'inverse, à quels objets ou usages pouvons-nous renoncer, et pourquoi ? Ce projet de société devra apparaître avant tout comme l'opportunité réaliste de sortir de l'impasse actuelle et d'améliorer durablement la qualité de vie du plus grand nombre.

### **Une industrie qui irrigue les territoires**

Parmi ces choix de société, nous croyons à une industrie répartie dans les territoires, qui intègre les principes de l'économie circulaire et les besoins des écosystèmes locaux et de la biodiversité. Conçus pour durer, les produits devront être réparables, recyclables, sobres en ressources minérales et végétales. Les procédés industriels devront approcher le zéro déchet, zéro pollution, zéro artificialisation des sols, et exploiter les synergies entre entreprises. Mieux que des méga projets, de petites unités de production situées au plus près de leurs marchés trouveront plus facilement de la main d'œuvre à recruter, et des locaux ou du foncier à réinvestir sans toucher à de nouvelles surfaces.

### **Autonomie énergétique et technologique**

Notre souveraineté, notre sécurité, et notre liberté d'action exigent de mieux maîtriser les technologies critiques, qu'elles soient high-tech ou low-tech. Cela passe par l'innovation et la coopération, et par une sortie progressive de la dépendance aux énergies fossiles. Il s'agit aussi de développer une plus forte résilience de notre économie aux crises à venir, de moins nous exposer aux risques de rupture de fragiles chaînes logistiques mondialisées.

### **Un secteur et des emplois attractifs**

Le secteur industriel devra recruter et pour cela redevenir attractif. Nous devons mieux promouvoir les métiers et les filières technologiques, mais aussi optimiser les conditions de travail, transformer nos pratiques managériales, investir dans les compétences et les rémunérations. Seule une industrie qui considère les femmes et les hommes qui la font vivre a de l'avenir.

### **Les salariés associés à la gouvernance**

Enfin, nous croyons que la citoyenneté devrait mieux s'exprimer dans nos usines et ateliers. Les salariés sont aussi des riverains, consommateurs, électeurs, militants associatifs. Leur donner une vraie place dans les décisions renforcera la cohésion dans nos entreprises, apportera des garanties de cohérence avec nos choix de société, et confortera le contrat social et la démocratie.

### **La possibilité d'une renaissance**

L'industrie française a des compétences, des savoir-faire, une capacité d'innovation. Nous, industriels, voulons mieux répondre aux attentes d'une société confrontée à des défis sérieux et urgents.

Les différents domaines de l'économie, et les filières industrielles qui les alimentent, ont besoin de politiques publiques, lois, normes pour se structurer autour des attentes sociétales. Il est indispensable que tous les industriels, d'ici et d'ailleurs, qui voudront accéder au marché national, soient soumis aux mêmes normes, garanties d'une concurrence loyale.

Nous demandons au gouvernement de lancer dès maintenant une initiative d'envergure : une convention nationale sur la place de l'écologie et de l'industrie dans notre projet de société, ouverte aux acteurs de la société civile et aux élus de la nation. Nous sommes prêts à lui apporter des contributions plus précises.

L'avenir n'est pas écrit. Donnons-nous un cap commun et assumons nos choix sociétaux.